

**GROUPE D'ÉTUDES FÉMINISTES
DE L'UNIVERSITÉ PARIS VII (G.E.F.)**

**CRISES DE LA SOCIÉTÉ
FÉMINISME
ET CHANGEMENT**

**REVUE D'EN FACE
ÉDITIONS TIERCE**

Les recherches présentées dans cet ouvrage ont été effectuées dans le cadre et avec le soutien de l' A.T.P du C.N.R.S. "Recherches féministes, recherches sur les femmes".

Nous tenons à remercier le Comité scientifique de l'A.T.P ainsi que, pour leur aide à l'organisation de ce colloque :
Hélène Ahrweiler, ancien recteur de l'Université de Paris
Nadine Forest, président de l'Université Paris VII
Michel Oriano, ancien directeur de l'Institut d'anglais Charles V
Les conseils scientifiques de l'Institut d'anglais Charles V et de l'Université Paris VII
La revue *Pénélope*

Ce livre a été réalisé sous la responsabilité de Françoise Basch, Marie-Josèphe Dhavernas, Liliane Kandel et Françoise Picq.

SI C'ÉTAIT À REFAIRE...

L'année 1989 a été riche en colloques, séminaires, tables rondes et l'Histoire a pris une grande importance dans l'imaginaire collectif. Célébrer le bicentenaire de la Révolution, c'était à la fois commémorer l'événement fondateur et mieux comprendre la transformation du monde consécutive.

Le colloque du Groupe d'études féministes se distingue de ceux-ci. Plus modeste, par les moyens mis en oeuvre, il l'est aussi par la période envisagée : l'histoire étudiée ne se compte qu'en décennies. Mais il est à plusieurs titres unique en son genre.

Seul ou presque, il se penche sur l'histoire de la deuxième moitié du genre humain ; plus que cela, c'est à partir d'elle qu'il appréhende la société et ses changements. Il cherche à comprendre l'inter-relation entre : « crises de la société, féminisme et changement ».

Analyser un mouvement social et tenter de comprendre à travers lui la société dans son ensemble et ses transformations au cours des vingt dernières années, cela peut paraître ambitieux mais pas forcément original. Ce qui l'est plus c'est la position à partir de laquelle nous intervenons : cette histoire nous intéresse. Non parce que nous en serions héritières, non parce que nous y chercherions

des échos ; mais tout simplement parce que nous l'avons faite. La plupart d'entre nous ici, que ce soit à la tribune ou dans la salle, à un degré ou à un autre nous avons été actrices, impliquées individuellement et collectivement dans ce Mouvement qu'aujourd'hui nous constituons, en quelque sorte, en objet de recherche. Ce qui ne va pas sans problèmes.

Il y a une continuité certaine entre notre attitude de chercheuses aujourd'hui et celle de militantes du Mouvement de libération des femmes, il y a dix ou vingt ans ; mais il y a aussi de douloureuses ruptures.

Le «Mouvement», en même temps qu'il proposait une nouvelle grille d'analyse de la réalité sociale, ne négligeait pas de faire sa propre analyse. C'est ainsi que le dixième anniversaire fut l'occasion de bilans, de réflexions multiples. Après des débuts unitaires et tumultueux, après les grandes crises de la fin de la décennie, le Mouvement cherchait un nouveau souffle et certaines proposaient des révisions plus ou moins déchirantes. C'est à l'intérieur du Mouvement qu'avait lieu le débat ; les revues en fournissaient le support et le propos et s'adressaient clairement, sinon exclusivement, aux féministes. Mais le virage était bel et bien amorcé.

Il ne s'agissait pas alors de recherche et nulle n'aurait visé une quelconque reconnaissance institutionnelle, nulle n'aurait pensé crédits ou postes d'études féministes. Aujourd'hui, les chercheuses se trouvent entre deux chaises : aux yeux des militantes, gardiennes des principes premiers, elles sont suspectes d'être «récupérées» par l'institution, tandis que pour celle-ci elles sont chargées du péché originel de l'engagement féministe.

La seconde décennie du Mouvement est inaugurée, dans le numéro 7 de *Questions féministes* (février 80), par un article de Christine Delphy : «Libération des femmes an dix», «1980 sera une année de bilan», prédisait-elle en invitant à s'arrêter pour réfléchir. Elle insistait sur le danger que les féministes laissent écrire leur histoire par d'autres :

«Nous sommes trop enclines à considérer que l'histoire est affaire d'universitaires et que nous sommes des activistes, qu'il est donc normal que des gens extérieurs au Mouvement écrivent la notre ; et normal aussi qu'étant extérieurs ils l'écrivent mal».

Il s'agissait de s'opposer à deux types de représentations

également dangereuses pour les luttes féministes. La première, véhiculée par les médias et volontiers reprise par les jeunes femmes soucieuses de se préserver des conflits, était l'idéologie du «progrès-qui-marche-tout-seul» ; celle-ci permettait de dévaluer les luttes féministes, présentées comme inutiles et de retourner les acquis de ces luttes contre le Mouvement lui-même. La seconde était l'entreprise de falsification historique et d'enterrement de la lutte des femmes par «psych et po», qui venait de déposer à la Préfecture le sigle «Mouvement de libération des femmes» et tenait - donc au nom du MLF - un discours triomphaliste et anti-féministe selon lequel «l'oppression est vaincue» et les femmes «au delà de la révolte».

Christine Delphy proposait, dans le même temps, sans renoncer au radicalisme, de cesser de confondre «dans la même rage le réformisme et la récupération» et de reconnaître le rôle à la fois inévitable et nécessaire de celui-là.

Quelques temps après *La Revue d'en face* faisait à son tour le bilan d'une décennie de féminisme, dans un contexte politique nouveau, et s'interrogeait sur la relation «Mouvement et institutions»².

Dans la situation ouverte par la victoire de la Gauche, Marie-Jo Dhavernas - reprenant un slogan du Mouvement - proposait : «Une seule solution : autre chose». La structuration informelle, libertaire du MLF, disait-elle, a été remarquablement positive ; mais elle a engendré à la longue une certaine rigidité idéologique et pratique, un certain dogmatisme qui mène tout droit à la dégénérescence d'un «mouvement qui n'a pas su rester un mouvement». Elle invitait à rompre avec la nostalgie des années 70, à abandonner *réellement* l'idée de révolution pour explorer la voie réformiste, certes moins exaltante mais qui seule pouvait permettre de sortir de l'asphyxie où nous étions.

Dans ce même numéro 11 de *La Revue d'en face*, je faisais de dix ans de Mouvement un bilan critique mais d'un optimisme obstiné : «1970-1980 Sauve qui peut, le MLF». Je partageais l'analyse de Marie-Jo Dhavernas quant aux effets pervers de principes initialement créatifs et libérateurs (établissement de pouvoirs occultes et incontrôlables ; prétention à l'originalité absolue, critique du gauchisme et hantise du réformisme qui menaient à la marginalisation et à l'isolement du Mouvement). Et je proposais «pour sauver ce qui peut l'être» de revenir sur toutes ces conceptions utopiques rendues caduques par l'évolution

du Mouvement et le changement du contexte politique et social. Pour chercher, non plus à abolir le patriarcat mais à agir «sur l'évolution de la société, (à) influencer sur la législation et les conditions de vie concrètes des femmes», il nous fallait aussi renoncer au mode de fonctionnement original du Mouvement et nous donner les moyens du «formalisme démocratique qui seul permet le contrôle».

C'était le moment où nous organisions le colloque de Toulouse. Les «études féministes» se constituaient dans une nouvelle volonté de reconnaissance institutionnelle. L'action thématique programmée «Recherche féministes, recherches sur les femmes», créée par le C.N.R.S. en 1983, est le résultat tangible de cet engagement collectif de féministes dans la recherche. Elle a été pour beaucoup l'occasion de poursuivre et de développer une réflexion entreprise à l'intention du Mouvement ; particulièrement dans cet «Axe C» dont le colloque est l'aboutissement.

Où sont les continuités, où sont les ruptures entre les analyses et les points de vue de féministes il y a près de 10 ans et ceux qui ont été présentés, discutés pendant ce colloque en avril 88 ? Ces «études féministes» ont été financées par des institutions jadis dénoncées comme patriarcales ; y a-t-il eu un «prix à payer» pour cette - très relative - reconnaissance institutionnelle ? Infléchissement de la démarche, affadissement de la pensée ? Est-ce la constitution du Mouvement en objet de recherche qui conduit à son enterrement ?

C'est semble-t-il le sentiment qu'ont eu à nous écouter Micheline Dumont et un petit groupe d'autres canadiennes :

«En France la société a développé des anti-corps au féminisme, et je regrette que les chercheuses se contentent d'examiner dans la lentille de leur microscope le bacille du *féminismus primitivus* au lieu d'examiner comment en réactiver les effets sur un organisme bien immunisé... Cette métaphore traduit bien mon impression persistante qu'en France les chercheuses semblent coupées de leur base et se défendent trop de leur position face à l'institution universitaire. La recherche scientifique exige-t-elle ce détachement ?»³

Avons nous donc, pour mieux écrire notre histoire en «universitaires», cessé d'être des «activistes» ? Avons nous sacrifié nos objectifs politiques sur l'autel de la reconnaissance institutionnelle et opéré un excessif «détachement» ? C'est l'occasion rêvée de se poser la question.

Beaucoup ont, comme moi, été frappées par le parallélisme des démarches et du ton au cours du colloque ; ce que certaines ont nommé «un regard un peu distant sur nous et sur le Mouvement». Un regard «un peu distant» ce n'est certes pas la position d'extériorité que l'institution universitaire a coutume d'exiger du «chercheur» par rapport à son objet de recherche (ce pourquoi nous restons toujours suspects quelque soit la qualité de notre travail). Ce n'est pas non plus la perpétuation des discours et des points de vue qui furent ceux du Mouvement. Bien au contraire. Mais il me semble que si nous examinons, de façon extrêmement critique, certains mots d'ordre ou de désordre, si nous passons au crible certaines «évidences» du Mouvement, ce n'est pas pour donner des gages de «récupération» à une institution désireuse de nous juger avec ses propres critères ; c'est bien plutôt par fidélité à cette histoire-là, qui ne peut se complaire dans la répétition ou dans l'orthodoxie.

Sur les différents thèmes qui furent ceux de la lutte des femmes : le «personnel», politique lui aussi, la maternité «aux cent visages», ici comme Outre-Rhin, les sexualités et leur coexistence, la libération par la parole..., les intervenantes de la première séance ont posé un regard acerbe ; elles ont mis en lumière les contradictions du discours, les effets pervers, les descendances terribles. Elles l'ont fait pourtant en femmes impliquées dans cette histoire, sans rien ni indulgence.

Cette attitude à l'égard du Mouvement et de son histoire, faite de connaissance intime, d'esprit critique mais positif, est commune aux chercheuses féministes. Elle les distingue d'autres points de vue, tels ceux, évoqués dans ce colloque, des femmes politiques étudiées par Mariette Sineau, des étudiantes «pas féministes mais...» qui suivent les cours de Claude Zaidman. On trouve chez les unes et les autres la même méfiance à l'égard du MLF qui les conduit, pour nier l'héritage que pourtant elles dévoilent, à pratiquer la caricature et à s'empêtrer dans les contradictions.

Les chercheuses féministes *mettent en question* les conceptions, les évidences du Mouvement ; et cela est incontestablement une démarche de recherche. Ce qui fut affirmation devient hypothèse. Ainsi de la définition selon laquelle «Le MLF c'est toutes les femmes». Il s'agissait pour celui-ci de fonder une identité collective qui légitime le regroupement ; de refuser en même temps

la division entre les femmes selon d'autres principes classificatoires. Une utilisation hâtive de la théorie féministe radicale et du concept de patriarcat fournissait l'explication nécessaire.

Vingt ans après, l'affirmation politique s'est muée en interrogation. Si toutes les femmes étaient invitées à investir ce Mouvement pour qu'il soit bien le «Mouvement de libération des femmes», force est de constater que tel n'a pas été le cas, même si beaucoup ont été touchées par lui. Si la composition du MLF s'est modifiée avec le temps, c'est plus dans le sens de la restriction que dans celui de l'élargissement.

Nous avons donc été plusieurs à nous poser la même question : Judith Ezekiel pour Dayton, Helga Sobota et le CLEF pour Lyon, nous-mêmes (Liliane Kandel, Nadja Ringart, Françoise Barret-Ducrocq et moi) pour Paris : y-a-t-il des caractéristiques communes aux féministes ? Quel fut leur bagage personnel, politique ou socio-culturel ? Pourquoi est-ce celles-là justement qui se sont engagées ? En quoi cela éclaire-t-il notre connaissance du Mouvement qu'elles ont constitué ?

Si l'on pense que le Mouvement a joué un rôle significatif dans l'évolution de la société au cours de ces vingt dernières années, il est utile de savoir comment était composé ce qui fût en quelque sorte une avant-garde culturelle. Ainsi pourra-t-on comprendre dans quel sens la société a été entraînée.

Les trois cas présentés ici se recoupent en grande partie, malgré des spécificités nationales (ainsi la place de la religion en Amérique) ou régionales. Plus diverses du point de vue de l'âge, de l'origine sociale, de la situation familiale et du mode de vie qu'on ne le croit habituellement, les premières féministes partagent certains traits qui les distinguent et donnent une cohérence à leur engagement (le passé politique, l'environnement familial, le niveau culturel, le refus ou le retard du mariage et de la maternité...). Elles sont difficilement «classables» en termes sociologiques ; mais leur itinéraire est significatif du changement (mobilité sociale ascendante ou descendante, précarité prolongée) et leurs choix de vie préfigurent des changements de normes qu'on verra plus tard se développer dans la société.

«Les hommes font leur histoire, mais ils ne savent pas quelle histoire ils font !» Il en va de même pour les femmes. Mais faire son histoire c'est aussi vouloir comprendre, ne serait-ce qu'après coup, quelle histoire on a faite. C'est l'ambition des chercheuses féministes, et en particulier de ce colloque.

Le monde a changé en vingt ans, au point que la dénonciation féministe des institutions patriarcales sonne souvent faux. Il s'agit d'évaluer ces changements : bien moindres que ceux que nous avons espérés et souvent bien différents. Il s'agit aussi d'estimer le rôle effectif du Mouvement des femmes dans un processus qui le dépasse largement ; en évitant «les rapports simplistes de cause à effet» comme dit Michèle Bordeaux, en distinguant le MLF d'un mouvement de femmes plus vaste et plus diffus qu'il a contribué à faire surgir mais dont il est aussi une expression.

C'est toute la question du changement social qui est posée, et de la part relative dans celui-ci des facteurs objectifs et de l'action des groupes sociaux sujets de cette histoire.

Cette histoire - là se construit pierre par pierre, dans des études précises et limitées. Mariette Sineau nous a montré l'influence du MLF, de ses analyses, de ses mots d'ordre - très nette malgré la dénégation - dans les discours et les attitudes des femmes politiques. Michèle Bordeaux a examiné les «retombées» dans le Droit d'un Mouvement qui modifie progressivement son rapport avec la loi. Michèle Ferrand, Danièle Combes ont présenté les effets «épistémologiques» du féminisme, notamment en sociologie. Claude Zaidman en a montré les représentations chez des étudiantes... Bien d'autres domaines, bien d'autres questions devront être creusées pour qu'on puisse comprendre globalement quelle histoire nous avons faite.

Mais faut-il chercher à savoir quelle histoire nous avons faite, ou faut-il chercher à agir encore et à nouveau ? Est-ce là ce qui distingue les «universitaires» des «activistes» (pour reprendre les termes de Christine Delphy) ? Est-ce là ce qui «coupe» les chercheuses de leur «base» (pour reprendre ceux de Micheline Dumont) ?

Je ne pense pas que le débat puisse être posé en ces termes et que les relations entre chercheuses et militantes puissent être assimilées à une hiérarchie entre base et sommet. N'empêche que prendre pour objet de recherche (même féministe) le Mouvement de libération des femmes, c'est choisir à son égard l'analyse critique, éventuellement au détriment de l'utilité politique. C'est aussi accepter l'idée qu'une certaine phase au moins de cette histoire est terminée. C'est prendre ses distances à l'égard du féminisme première manière et regarder son avenir peut-être plus en termes de recommencement que de continuation.